

L'AMI DU PEUPLE,  
O U  
LE PUBLICISTE PARISIEN.

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur del'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

*Vitium impendere vero.*

Du Jeudi, 13 Janvier 1791.

Arrêté de la section du Théâtre François, sur les  
moyens d'écarter les dangers qui menacent la pa-  
trie. — Observations de l'Ami du peuple. — Dé-  
nonciation du Sr. Dumousseaux, substitut du pro-  
cureur-syndic. — Anecdotes peu connues. — Le  
pauvre Bailly, petit homme et grand charlatan.

*Section du théâtre françois. Extrait du procès-verbal  
du registre des délibérations de l'assemblée générale  
du 3 janvier mil sept cent quatre-vingt-onze.*

L'Assemblée générale ajournée à ce jour et con-  
voquée en la forme accoutumée; après que l'objet  
qui avoit donné lieu à l'ajournement, a été discuté  
et arrêté, un membre de l'assemblée a demandé  
la parole, et a dit:

Messieurs... un grand rassemblement de troupes  
vers nos frontieres doit exciter dans ce moment no-  
tre attention; Léopold n'avoit pas besoin d'une ar-  
mée aussi nombreuse pour subjuguier des peuples qui  
lui étoient vendus par leurs chefs: nos fugitifs d'ail-  
leurs sont dans son camp, et il n'en faut pas da-  
vantage pour nous faire suspecter tous les mouve-  
ments de cette armée.

Nous avons également à craindre du côté de l'Espagne et de l'Italie : et qu'on ne nous dise pas que tous ces princes sont nos alliés : la politique des cours ne respecta jamais aucun traité ; ce n'est point d'ailleurs avec les nations que les rois en contractent : ce n'est jamais que de couronne à couronne : notre constitution fait le désespoir des princes ambitieux et despotes : ils ne négligeront rien pour accabler une nation qui a brisé ses fers, et qui a donné un grand exemple à tous les peuples de la terre.

Il n'est plus tems, messieurs, de nous le dissimuler, la patrie est en danger : notre constitution est menacée, la garde nationale vouée par son serment à la maintenir n'est point armée : la défense du royaume est entièrement confiée au ministre, aux agens de la cour, et l'expérience ne nous a que trop instruits de la nécessité de les surveiller : c'est aux sections de Paris à redoubler d'activité... c'est à la capitale qui, par son exemple, a procuré la liberté à toute la France, après l'avoir préparée d'avance par ses lumières, à l'assurer aujourd'hui par la plus active surveillance.

Je désirerois donc que la section du théâtre-françois fût la première à donner l'exemple de la sollicitude pour la chose publique ; je demande en conséquence qu'il soit pris un arrêté tendant à ce qu'il soit présenté au nom de la commune de Paris, une adresse à l'assemblée nationale à l'effet de la prier d'inviter le ministre de la guerre, à se rendre à l'assemblée et à y rendre compte des mesures concertées au conseil pour garantir nos frontières des hostilités que pourroient se permettre les puissances étrangères, et de celles qu'il a prises en exécution du décret relatif à la délivrance des 50,000 fusils pour armer les gardes nationales.

2<sup>o</sup>. Que pour en imposer à nos ennemis, et montrer à l'Europe les ressources d'une grande nation, l'assemblée veuille bien décréter que chacun des 83 départemens, soit toujours prêt à fournir deux mille hommes armés, et avec tout l'attirail de guerre, destinés à se porter où le besoin le requerra ; lesquels seront salariés par chaque département durant le tems de la campagne.



3°. Enfin que l'assemblée nationale veuille bien demander au roi de retirer de nos frontières du nord les régimens allemands qui y sont, de les faire passer vers celles de l'Italie ou de l'Espagne, et les faire remplacer par des régimens nationaux.

L'assemblée ayant pris dans la plus grande considération la motion qui vient de lui être présentée, après l'avoir discutée dans tous ses points, d'après la division qui en a été faite, l'a adoptée dans tout son contenu.

Ordonne que le présent arrêté sera envoyé aux 47 sections avec invitation d'y adhérer et de vouloir bien concourir pour la réunion de commissaires, à l'effet de la rédaction de l'adresse proposée.

Et pour porter le présent arrêté, l'assemblée a fait choix de MM.

Pour extrait conforme.

GUILLARD, *secrétaire-greffier.*

### *Observations de l'Ami du peuple.*

Cet arrêté a été proposé par un homme instruit : il annonce des vues et des principes; c'est avec beaucoup de raison qu'il se recrie contre l'imprudence d'abandonner au ministre la défense du royaume, et aux régimens allemands la garde de nos frontières (1); objets de mes éternelles réclamations. Mais les moyens de défense, qu'il indique, me paroissent à la fois insuffisans et dangereux. Qu'on ne s'abuse point : les gardes nationaux ne seront point armés, ne seront point fournis de munitions, ou s'ils le sont, les armes et les munitions, qu'on leur délivrera, seront hors d'état de servir; car le gouvernement, que nous devons regarder éternellement comme le plus mortel de nos ennemis, ne redoute rien autant que de mettre le peuple en état de défense. D'ailleurs le 166000 gardes nationaux qu'il propose d'armer seront continuellement trompés par leurs chefs,

(1) Il faudroit licencier tous ces régimens étrangers, dont nous n'avons que faire. Si l'on ne prend pas ce parti, il convient de les répartir dans la Bretagne, l'Annis et la Guyenne, plutôt que dans le Languedoc, le Béarn, le Dauphiné et la Provence.

dévoués à la cour ; et ils les conduiroient à la boucherie , si on les forçoit de marcher à l'ennemi.

Dans la cruelle position , où se trouve la patrie , le seul parti qui reste à la nation pour se soustraire aux dangers , dont les menacent et les ennemis de la révolution et les puissances étrangères ; c'est de s'assurer du roi , du dauphin , de la famille royale , sur-tout de la reine et des ministres ; de les tenir sous bonne garde , et de les avertir que leurs têtes lui répondent de tous événemens , ce devoir regarde les citoyens de la capitale. Quant à ceux de toutes les villes du royaume , ils doivent prendre des mesures équivalentes à l'égard des jadis nobles , des prélats , des robins , des aristocrates , en un mot , de tous les suppôts de l'ancien régime.

Or , à la première invasion du territoire de la France par les ennemis , et au premier coup de canon , c'est de les poignarder , tous sans exception , en commençant par la maréchaussée et les satellites royaux.

Voilà , je le répète , mes chers concitoyens , le seul moyen qui nous soit laissé pour nous délivrer une fois pour toutes , des monstres qui ne cessent de conspirer contre notre bonheur , notre liberté et notre repos. Mais , je le crains , vous ne reconnaîtrez la sagesse de ce conseil , que lorsqu'il ne sera plus tems de le suivre.

#### *A l'Ami du Peuple.*

Expliquez-moi donc , mon cher Marat , pourquoi Prud'homme , Camille , Audoin , le Mercure et autres feuilles patriotiques ne donnent pas la plus grande publicité au coup violent que vous venez de porter au chef de la municipalité et au chef de la garde parisienne , ces lâches ennemis de la révolution , en exposant au grand jour les honteuses manœuvres qu'ils ont employées pour corrompre les soldats de la patrie , pour en faire des espions et des assassins. Leur silence qu'on ne manquera pas d'attribuer au jeu des petites passions , seroit perdue envers la patrie , s'il duroit plus long-tems.

Je dois faire une exception en faveur de l'Orateur , qui vous a secondé de toutes ses forces : et qu'ils ne nous disent pas , qu'ils ont d'autres objets



importans à traiter. Quand leurs écrits ne contien-  
droient point d'articles foibles , oiseux , déplacés , il  
n'est aucun de leurs meilleurs morceaux qui offrit  
plus d'intérêt. Je vous somme de publier cette let-  
tre ; je desire que tous les écrivains patriotes ne  
négligent pas cette occasion de servir la patrie , en  
dévoilant les turpitudes de ses mortels ennemis.

Signé, le Faucheur, citoyen actif.

Paris, ce 11 Janvier 1791.

### *Dénonciation.*

Je vous prie de dénoncer au public le Sr. Du-  
mousseaux, substitut du procureur-syndic, comme  
suppôt de l'espionnage. Le fait est constant, il est  
notoire. Le jour même de l'installation de ce fonc-  
tionnaire public, comparut un prisonnier, qui avoit  
logé chez le nommé Bourguignon. Ce prisonnier fit  
valoir, comme un de ses moyens de défense, qu'il  
étoit employé à l'espionnage. Le Sr. Dumousseaux  
annonça même qu'on avoit trouvé sur cet individu  
une lettre relative à ce métier, lettre qui n'étoit  
pas de nature à être lue publiquement. Voilà donc  
ce magistrat populaire, gardant le silence, et ca-  
chant au public des manœuvres honteuses qu'on n'o-  
seroit révéler au grand jour. Dira-t-on après cela  
qu'il n'est pas vendu aux agens du cabinet ministé-  
riel, et qu'il ne s'entend pas avec eux pour cons-  
pirer contre la liberté ?

### *A l'Ami du peuple.*

Vous ne savez donc pas, notre ami, que Bailly  
avoit envoyé lundi dernier à l'audience tous ses  
éommis de bureau pour cabaler et venger la gloire  
de leur maître. Vous ne savez pas non plus qu'après  
avoir observé qu'il suffisoit qu'il fut suspect à un  
seul citoyen, pour qu'il se retira; une voix s'est  
élevée du milieu de la salle pour lui crier : *Vous*  
*êtes suspect à tous*; compliment naïf, qui lui fut  
confirmé par des applaudissemens universels.

Enfin, vous ne savez pas qu'au sortir de l'audience  
on assembla sur la place grand nombre de gardes  
tant à pied qu'à cheval, qui s'y rangerent le sabre  
à la main pour fondre sur les citoyens; car l'infâme

Mottié, enragé de voir ses turpitudes dévoilées, vouloit les punir de la publicité, qu'ils venoient de leur donner. Et comme il faut toujours un prétexte aux ennemis publics, pour exciter des troubles, ils avoient engagé un mouchard, vêtu d'écarlate, à se faire arrêter, dans l'espoir que son arrestation causeroit un soulèvement, et qu'ils pourroient égorger impunément le peuple.

*À l'Auteur.*

Vous êtes prié, Monsieur, au nom de la société des patriotes Suisses, de vouloir bien dénoncer Nicolas-Constantin Blanc, suisse du ci-devant duc de Luines. Cet individu méprisable indigne d'être leur compatriote; se plaît à semer la dissension parmi les membres de cette société, toute composée de citoyens honnêtes, francs, et pleins de zèle pour la chose publique.

Croiriez-vous qu'il a poussé l'indignité jusqu'à nous calomnier et à nous desservir auprès des ennemis de la révolution, et sur-tout des folliculaires soudoyés. Daignez, M., nous faire justice, de ce mauvais sujet, et qu'il tremble de passer sous votre férule, en attendant que je vous livre quelques autres êtres vils qui lui ressemblent.

*Signés les Commissaires du club helvétique.*

Paris ce 10 janvier 1791.

*Réponse.*

Je me flatte que le sieur Blanc se montrera désormais patriote, et qu'il ne me réduira pas à la triste nécessité de l'écorcher tout vif.

*Notice communiquée au club helvétique.*

Le nommé Le Blanc est démontré mouchard par les piéces qu'il avoit sur lui.... Il paroît qu'il s'étoit introduit dans votre société pour correspondre avec son beau-frère Cosset, qui est à Nosay près Neuchâtel en Suisse. Depuis deux mois, il soutient que M. Bailly ne l'a point payé.... Mais je sais que mon frere l'a payé par ordre de M. Bailly, comme blessé à la Bastille. Il est convenu avoir été vingt fois chez M. Gardou, marchand de vin rue Ste. Marguerite, pour rendre compte de ce qui s'y passoit. Ce 28 Décembre 1790.

*signé Santerre.*



*Anecdotes peu connues.*

Savez-vous, cher Ami du peuple, que Hulin, le mouchard, si souvent dénoncé dans vos feuilles, est fils de Suisse; qu'il étoit soldat dans la garnison de Genève, et que pour en désertre, il assassinat, par derrière, la sentinelle un beau matin. Voilà un fait que j'ai appris sur les lieux; que l'on raconte à qui veut l'entendre, et qui fait l'éloge des satellites du sieur Mottié.

*Signé R..... citoyen-actif.*

Paris ce 9 janvier 1791.

MM. Reding et Maillardeau, officiers aux gardes-suissees, qui commandoient l'artillerie aux champs élysées, les 12, 13 et 14 juillet, ayant refusé de faire feu sur le peuple, le premier est tombé mort roide à Versailles, peu de jours après, quoiqu'il fût d'une excellente constitution; on assure qu'il est mort empoisonné: quant au dernier, il a été indignement renvoyé en Suisse, sans qu'il ait jamais pu savoir à quel sujet. Ces faits sont constans.

Vous pouvez aussi annoncer comme fait certain, que le sieur Mortié a chaque jour trois ou quatre officiers du régiment des gardes-suissees à sa table. Ces piqueplats concertent avec lui les moyens de corrompre les braves soldats de ce régiment, pour les engager à faire main-basse sur le peuple, à l'instant où l'armée de Léopold pénétrera en France.

*A l'Ami du peuple.*

Vos lecteurs apprendront avec plaisir, Monsieur, qu'à Condé, département de Calvadosse, mon lieu natal, où je fais passer vos feuilles, tous les citoyens de la ville, le corps municipal et la garde nationale à leur tête, ont juré, sur leurs armes, le 24 décembre dernier, qu'ils ne les tourneront jamais que contre les ennemis du bien public, et que tout contrevenant sera expulsé de leur société. Ainsi, grace à la raison et à l'humanité, on ne verra point mes concitoyens servir de satellites à la tyrannie, ni se déclarer des *soldats essentiellement obéissans*. Ils ont déjà renoncé au spadassinage, et je me flatte que leur glorieuse résolution sera suivie par tous les bons François. Paris ce 11 janvier 1791.

*Signé Julien Le Roi, maître de pension  
de la section des Invalides.*

*A l'ami du peuple.*

Permettez-nous , Monsieur , de relever une erreur qui se trouve dans votre numéro 329. Le nommé Bruiant que vous dénoncez comme mouchard , n'a point été sergent au régiment des gardes françoises ; vous pouvez vous en assurer par l'inspection des états imprimés chaque année depuis 1780 ; soyez d'ailleurs assuré que ce n'est point parmi nous , qu'il faut chercher des êtres assez vils pour faire cet infâme métier. Depuis le commencement de la révolution , jusqu'à celui de notre injuste exclusion , nous avons fait preuve de zèle pour la bonne cause. C'est ce que certifieront tous les districts.

*Signés plusieurs Grenadiers , ci-devant  
aux gardes françoises.*

Paris ce 7 janvier 1791.

*Notice*

Au sujet de l'avertissement inséré dans mon n<sup>o</sup>. 325, sur un nommé Ely, qui prétendoit avoir des renseignemens importants à me communiquer , j'ai reçu deux lettres d'une longueur énorme de bavardage mistique , signées Brunet : je conseille à l'auteur de prendre les bains froids et l'élébore. J'ai reçu encore une lettre de plainte du sieur Elie , ancien officier de fortune et capitaine soldé du bataillon de St. Jean-en-Greve, contre le prétendu contrefacteur de son nom. Je ne sais sur quoi fondé, il prétend què le nom Ely soit une contrefaction du sien : et en vertu de quel privilège il défend à qui que ce soit de porter un nom approchant du sien. Comme sa lettre contient l'éloge de ce qu'il dit avoir fait pour la patrie, avec prière de l'insérer, sa réclamation me paroît être une petite ruse de guerre pour donner de la publicité à ses hauts faits.

---

De l'Imprimerie de M A R A T.